

PRÉFET DE LA VENDEE

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- 332

portant mise en demeure à l'encontre de la SAS SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO pour ses installations d'imprimerie situées sur le territoire de la commune de FONTENAY-LE-COMTE

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n°02-DRCLE/1-596 du 26 novembre 2002 autorisant la société SAC EMBALLAGES, après régularisation administrative, à exploiter un atelier d'impression et de complexage de films plastiques sur le territoire de la commune de Fontenay le Comte ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06-DRCTAJE/1-474 du 14 novembre 2006 fixant des prescriptions complémentaires à la société SAC EMBALLAGES pour l'exploitation de son atelier d'impression et de complexage de films plastiques, rue du moulin de la Groie, à FONTENAY LE COMTE ;

Vu le donné acte du préfet de la Vendée en date du 11 février 2015 délivré à la société SAC Emballages du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3670 pour une consommation annuelle maximale de solvants de 437 tonnes ;

Vu la déclaration faite au préfet de la Vendée du transfert de l'autorisation environnementale de la société SAC EMBALLAGES au profit de la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO ;

Vu l'article 4.5.3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé qui dispose pour les eaux pluviales : « Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon moyen représentatif d'une journée. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. » ;

Vu l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé qui dispose : « L'exploitant réalise par du personnel qualifié ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées une campagne de mesure des niveaux sonores tous les trois ans pour vérifier la conformité avec les dispositions de l'article 7.1. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Le résultat de cette campagne est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 mai 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 avril 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses de ses eaux pluviales depuis le 11 mai 2017 alors qu'elle doit être réalisée annuellement,
- l'exploitant n'a pas été en mesure tout comme le 28 juin 2018 de présenter une surveillance des niveaux sonores de moins de trois ans.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.5.3 et 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO de respecter les dispositions des articles 4.5.3 et 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO exploitant une installation d'imprimerie sise rue du Moulin de la Groie, 85200 FONTENAY LE COMTE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.5.3 et 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 susvisé en réalisant **une analyse de ses eaux pluviales et une surveillance des niveaux sonores** dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse au préfet de la Vendée, **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de FONTENAY-LE-COMTE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de FONTENAY LE COMTE.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

7 JUIN 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- 332

portant mise en demeure à l'encontre de la SAS SCHUR FLEXIBLES UNI FLEXO pour ses installations d'imprimerie situées sur le territoire de la commune de FONTENAY-LE-COMTE

